

DANS CE NUMÉRO...

SOUTENIR LES FAMILLES, DANS
LE RESPECT ET LA DIGNITÉ P. 2

PAR MICHELLE PELLETIER

L'ÉTAT DES GARANTIES DE
REVENU AU QUÉBEC P. 3

PAR VIVIAN LABRIE

LE QUÉBEC A BESOIN DE VACANCES P. 5

PAR EVE-LYNE COUTURIER

DÉFIS ET ENJEUX DU
PLACEMENT EN FAMILLE
D'ACCUEIL BANQUE MIXTE P. 7

PAR DORIS CHATEAUNEUF, JULIE LESSARD

ET DOMINIQUE GOUBAU

FAMILLES ET PAUVRETÉ : VERS
UNE GESTION DE LA MISÈRE ? P. 9

PAR LORRAINE DESJARDINS

RÉSULTATS POSITIFS D'UN SONDAGE
SUR LE COMMUNAUTAIRE P. 11

PAR CAROLINE TOUPIN

Équipe du Bulletin

Lorraine Desjardins
Laurence Lagouarde
Sylvie Lévesque

Mise en page

David Bombardier

Collaborations

Michelle Pelletier
FAFMRQ

Vivian Labrie
Chercheuse autonome

Eve-Lyne Couturier
Institut de recherche
et d'informations
socioéconomiques

Doris Châteauneuf
Centre de recherche
universitaire sur les
jeunes et les familles –
CIUSSS Capitale nationale

Julie Lessard
Université Laval

Dominique Goubau
Université Laval

Caroline Toupin
Réseau québécois
de l'action communautaire
autonome



Fédération des associations
de familles monoparentales et recomposées du Québec

584, Guizot Est,
Montréal (QC) H2P 1N3
Tél. : (514) 729-MONO (6666)
Télec. : (514) 729-6746

Site Internet
www.fafmrq.org
Courriel
fafmrq.info@videotron.ca

SOUTENIR LES FAMILLES,
DANS LE RESPECT
ET LA DIGNITÉ

Par Michelle Pelletier | PRÉSIDENTE



Bonjour à vous, lectrices et lecteurs du
Bulletin de liaison,

Bien que la nouvelle année soit déjà bien entamée, j'estime qu'il est encore temps de formuler des vœux pour 2018. Je souhaite donc, en cette année électorale, que nos éluEs politiques s'attaquent à l'amélioration véritable des conditions de vie des personnes et des familles! À la Petite Maison de la Miséricorde, organisme où je suis directrice, les femmes cheffes de famille monoparentale que nous accueillons ont vraiment le désir de ne pas se faire prendre dans la spirale de la pauvreté. Dès la naissance de leur enfant, elles ont des projets de retour aux études ou sur le marché du travail. Elles sont très courageuses, mais il faut aussi que leurs besoins soient respectés et reconnus pour les aider à franchir ces étapes, à avoir vraiment la certitude qu'elles ne font pas toutes ces démarches pour se retrouver, en bout de ligne, encore dans une situation de pauvreté. Des mesures gouvernementales devraient donc être mises en place dès maintenant, telles l'arrêt du détournement des pensions alimentaires pour enfants dans les programmes sociaux, un rehaussement du salaire minimum à 15\$/l'heure et des mesures de conciliation famille-travail-études véritablement efficaces.

Dans les pages de ce *Bulletin*, il sera justement question de lutte à la pauvreté. D'abord, Vivian Labrie nous propose une analyse du plan d'action gouvernemental déposé en décembre dernier en prenant la proposition de loi citoyenne de 2000 (celle qui a donné lieu à l'adoption de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* en 2002) comme point de comparaison. On verra que, même si quelques gains ont été réalisés, on a aussi connu des reculs importants sur d'autres aspects. Un peu plus loin, Lorraine Desjardins abordera, pour sa part, certaines des mesures

du plan d'action gouvernemental adressées spécifiquement aux familles. Malheureusement, il semble que le gouvernement n'ait pas encore saisi que, pour lutter de façon véritablement efficace contre la pauvreté des enfants, il faut d'abord augmenter le revenu de leurs parents! On aura droit également, à un excellent article d'Eve-Lyne Couturier, chercheuse à l'IRIS, sur les nombreux aspects de la *Loi des normes du travail* qui ont un urgent besoin d'être revus et corrigés. De plus, vous découvrirez les défis et enjeux auxquels doivent faire face les familles et les intervenantEs concernant le placement des enfants en besoins de protection en famille d'accueil Banque mixte. Un article cosigné par Doris Châteauneuf, Julie Lessard et Dominique Goubau nous fait voir que l'équilibre entre l'atteinte de la permanence et l'accès aux services est souvent difficile à réaliser.

Finalement, Caroline Toupin, du RQ-ACA, nous présente les résultats d'un sondage récent qui démontre que le communautaire est perçu très positivement par la population québécoise. On y apprend notamment que 84% des QuébécoisEs souhaitent que les organismes soient financés adéquatement pour le travail qu'ils font et les services qu'ils rendent à la société. C'est notamment le cas des associations qui accueillent au quotidien des familles monoparentales et recomposées et doivent trop souvent composer avec des ressources financières insuffisantes. Chacune des familles qui frappent à nos portes méritent d'être écoutées et soutenues, dans le respect et la dignité. Nous sommes touTEs concernéEs par la recherche d'une société plus juste et c'est pourquoi nous pouvons changer les choses ensemble comme membres de la FAFMRQ. Bonne lecture!